

**SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2013 ET 2012**

TABLE DES MATIÈRES	PAGE
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	1
RAPPORT DES AUDITEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
État consolidé de la situation financière.....	4
État consolidé du résultat global.....	5
État consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.....	6
État consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.....	7
État consolidé des flux de trésorerie.....	8
Notes aux états financiers consolidés.....	9

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés ci-joints de **SAVARIA CORPORATION** (la « société ») sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles internes et a établi des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.


Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le Comité d'audit rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des auditeurs indépendants, et fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires. Les auditeurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité d'audit, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés aux 31 décembre 2013 et 2012 et pour les exercices clos à ces dates ont été audités par les auditeurs désignés par les actionnaires, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.



Marcel Bourassa

Le président du conseil et chef de la direction



Jean-Marie Bourassa CPA, CA

Le chef de la direction financière

Laval (Québec) Canada

Le 24 mars 2014



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Savaria Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Savaria Corporation, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, les états consolidés du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Page 2

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Savaria Corporation au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.**

Le 24 mars 2014

Montréal, Canada

*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° 115894

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Aux 31 décembre
(en milliers de dollars)

		2013	2012
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie	4	1 968 \$	1 993 \$
Créances et autres débiteurs	5	11 711	11 592
Partie courante des prêts à long terme	7	111	410
Créances de crédits d'impôt		394	487
Stocks	6	14 179	12 800
Charges payées d'avance		537	538
Partie courante des placements à long terme	11	-	636
Total des actifs courants		28 900	28 456
Actifs non courants			
Créances de crédits d'impôt		14	378
Prêts à long terme	7	78	125
Immobilisations corporelles	8	12 302	11 792
Goodwill	9	4 051	4 051
Immobilisations incorporelles	10	1 679	2 138
Placements à long terme	11	-	829
Dépôt sur acquisition d'immobilisations		29	125
Actifs d'impôt différé	21	1 960	1 486
Total des actifs non courants		20 113	20 924
Total des actifs		49 013 \$	49 380 \$
Passifs			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	13	7 413 \$	7 518 \$
Passifs d'impôts exigibles		775	234
Produits différés		1 584	2 062
Instruments financiers dérivés	25 D)	1 113	117
Partie courante de la dette à long terme	14	2 864	3 619
Provision pour garantie	15	402	356
Total des passifs courants		14 151	13 906
Passifs non courants			
Dette à long terme	14	12 731	15 464
Provision pour garantie	15	598	463
Instruments financiers dérivés	25 D)	1 146	174
Passifs d'impôt différé	21	154	149
Total des passifs non courants		14 629	16 250
Total des passifs		28 780	30 156
Capitaux propres			
Capital-actions	16	13 969	13 313
Surplus d'apport		2 079	2 141
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 314)	306
Résultats non distribués		5 499	3 464
Total des capitaux propres		20 233	19 224
Total des passifs et des capitaux propres		49 013 \$	49 380 \$

Les notes aux pages 9 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

		2013	2012
Ventes	17	75 739 \$	66 734 \$
Coût des ventes		(53 484)	(48 679)
Marge brute		22 255	18 055
Charges opérationnelles			
Frais d'administration		(6 764)	(6 613)
Frais de vente		(5 588)	(5 331)
Frais d'ingénierie		(2 101)	(1 455)
Frais de recherche et développement		(632)	(736)
		(15 085)	(14 135)
Autres produits (charges)	19	339	(990)
Résultat opérationnel		7 509	2 930
Produits financiers	20	621	116
Charges financières	20	(911)	(897)
Charges financières nettes		(290)	(781)
Résultat avant impôt		7 219	2 149
Charge d'impôt sur le résultat	21	(1 920)	(571)
Résultat net		5 299	1 578
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui peuvent éventuellement être reclassés dans le résultat			
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(2 340)	575
Impôts différés		589	(141)
		(1 751)	434
Gains sur contrats de change portés au résultat net au cours de l'exercice		(19)	(1 041)
Impôts différés		5	263
		(14)	(778)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(1 765)	(344)
Gains (pertes) net(te)s latent(e)s sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome		145	(15)
		(1 620)	(359)
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts		(1 620)	(359)
Résultat global total		3 679 \$	1 219 \$
Résultat par action	22		
De base		\$ 0,23	\$ 0,07
Dilué		\$ 0,23	\$ 0,07

Les notes aux pages 9 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice clos le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2012					
	Capital-actions		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant				
Solde au 1^{er} janvier 2012	22 880 864	13 260 \$	2 114 \$	665 \$	4 106 \$	20 145 \$
<u>Résultat global total</u>						
Résultat net	-	-	-	-	1 578	1 578
Autres éléments du résultat global :						
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts	-	-	-	434	-	434
Gains sur contrats de change portés au résultat au cours de l'exercice, déduction faite des impôts	-	-	-	(778)	-	(778)
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger	-	-	-	(15)	-	(15)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(359)	-	(359)
Résultat global total	-	- \$	- \$	(359) \$	1 578 \$	1 219 \$
<u>Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement dans les capitaux propres (notes 16 A) et 24)</u>						
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(53 800)	(31)	-	-	(45)	(76)
Rémunération à base d'actions	-	-	45	-	-	45
Exercice d'options d'achat d'actions	82 500	84	(18)	-	-	66
Dividende sur actions ordinaires	-	-	-	-	(2 175)	(2 175)
Total des transactions avec les actionnaires	28 700	53	27	-	(2 220)	(2 140)
Solde au 31 décembre 2012	22 909 564	13 313 \$	2 141 \$	306 \$	3 464 \$	19 224 \$

Les notes aux pages 9 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice clos le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2013					
	Capital-actions		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
	Nombre	Montant				
Solde au 1^{er} janvier 2013	22 909 564	13 313 \$	2 141 \$	306 \$	3 464 \$	19 224 \$
<u>Résultat global total</u>						
Résultat net	-	-	-	-	5 299	5 299
Autres éléments du résultat global :						
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts	-	-	-	(1 751)	-	(1 751)
Gains sur contrats de change portés au résultat au cours de l'exercice, déduction faite des impôts	-	-	-	(14)	-	(14)
Gains nets latents sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger	-	-	-	145	-	145
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(1 620)	-	(1 620)
Résultat global total	-	- \$	- \$	(1 620) \$	5 299 \$	3 679 \$
<u>Transactions avec les actionnaires comptabilisées directement dans les capitaux propres (notes 16 A) et 24)</u>						
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(6 200)	(4)	-	-	(6)	(10)
Rémunération à base d'actions	-	-	36	-	-	36
Exercice d'options d'achat d'actions	507 500	660	(98)	-	-	562
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(3 258)	(3 258)
Total des transactions avec les actionnaires	501 300	656	(62)	-	(3 264)	(2 670)
Solde au 31 décembre 2013	23 410 864	13 969 \$	2 079 \$	(1 314) \$	5 499 \$	20 233 \$

Les notes aux pages 9 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

SAVARIA CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour les exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars)

		2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
	Résultat net	5 299 \$	1 578 \$
	Ajustements pour :		
	Amortissement des immobilisations corporelles	8 831	789
	Amortissement des immobilisations incorporelles	10 765	752
	Variation de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement	172	(86)
	Gain sur règlement de dette	(275)	-
	Charge d'impôt	21 1 920	571
	Charges financières capitalisées sur la dette à long terme	44	174
	Rémunération à base d'actions	24 36	45
	Contrats de change encaissés avant échéance	-	786
	Gains sur contrats de change portés au résultat net	(391)	(834)
	Pertes sur cession et radiation d'immobilisations corporelles	12	20
	Pertes (gains) de change non réalisé(e)s sur éléments monétaires non courants	154	(46)
	Charge d'intérêts	695	654
		9 262	4 403
	Variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations	23 A) (2 351)	418
	Encaissement des prêts à long terme	398	322
	Impôt sur le résultat payé	(340)	(289)
		6 969	4 854
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles			
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
	Encaissement des placements à long terme	25	84
	Variation de la trésorerie réservée	-	1 100
	Produits de la cession d'immobilisations corporelles	21	32
	Dépôt sur acquisition d'immobilisations	(29)	(125)
	Acquisition d'immobilisations corporelles	8 (1 089)	(10 894)
	Augmentation des immobilisations incorporelles	10 (387)	(178)
		(1 459)	(9 981)
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement			
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
	Variation des emprunts bancaires	-	(75)
	Augmentation de la dette à long terme	564	16 664
	Remboursement de la dette à long terme	(2 691)	(10 484)
	Intérêts payés	(695)	(657)
	Frais de transaction liés à une dette à long terme	(7)	(74)
	Rachat d'actions ordinaires	(10)	(76)
	Produits issus de l'exercice d'options	562	66
	Dividendes sur actions ordinaires	16 C) (3 258)	(2 175)
		(5 535)	3 189
Trésorerie nette liée aux activités de financement			
Variation nette de la trésorerie		(25)	(1 938)
Trésorerie au 1 ^{er} janvier		1 993	3 931
Trésorerie au 31 décembre		1 968 \$	1 993 \$

Les notes aux pages 9 à 48 font partie intégrante des états financiers consolidés et audités.

	PAGE		PAGE
1 . Entité présentant les états financiers consolidés..	10	17 . Ventas	31
2 . Base d'établissement	10	18 . Avantages du personnel	31
3 . Principales méthodes comptables	10	19 . Autres produits (charges)	31
4 . Trésorerie	23	20 . Produits financiers et charges financières	32
5 . Créances et autres débiteurs	23	21 . Impôts	32
6 . Stocks	24	22 . Résultat par action	35
7 . Prêts à long terme	24	23 . Flux de trésorerie	35
8 . Immobilisations corporelles	25	24 . Paiements fondés sur des actions	36
9 . Goodwill	26	25 . Instruments financiers	37
10 . Immobilisations incorporelles	27	26 . Engagements	44
11 . Placements à long terme	28	27 . Détermination des justes valeurs	45
12 . Emprunts bancaires	28	28 . Subventions gouvernementales	46
13 . Fournisseurs et autres créditeurs	28	29 . Secteurs opérationnels	46
14 . Dette à long terme	28	30 . Éventualités	47
15 . Provision pour garantie.....	30	31 . Parties liées	48
16 . Capital et autres éléments des capitaux propres..	30	32 . Évènement subséquent	48

SAVARIA CORPORATION

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données sur les actions et sur les options)

1 . Entité présentant les états financiers consolidés

Savaria Corporation est une entreprise domiciliée au Canada. Son siège social est au 2724, rue Étienne-Lenoir, Laval, Québec. Les états financiers consolidés de la société aux 31 décembre 2013 et 2012 et pour les exercices clos à ces dates comprennent les comptes de Savaria Corporation et de ses filiales en propriété exclusive (l'ensemble désigné comme la « société »). Les activités de la société comprennent la conception, la fabrication, l'installation et la distribution d'ascenseurs, de plates-formes élévatrices et de sièges d'escalier pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi que la conversion et l'adaptation de fourgonnettes également pour les personnes à mobilité restreinte.

2 . Base d'établissement

A) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») s'appliquant à la préparation des états financiers annuels.

Les présents états financiers consolidés ont fait l'objet d'un audit par les auditeurs de la société et ont été approuvés par le conseil d'administration le 24 mars 2014.

B) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés dans l'état consolidé de la situation financière qui sont évalués à la juste valeur.

C) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société.

D) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif sont le goodwill (note 9), l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers (note 25), incluant les dérivés, et l'impôt différé.

3 . Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés, sauf indication contraire.

A) Méthode de consolidation

Toutes les filiales sont des entreprises détenues à 100 % par la société. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles cadrent avec celles adoptées par la société.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

A) Méthode de consolidation (suite)

Filiales

Ascenseurs Savaria Concord Inc. (« Savaria Concord »)

Concord Elevator Holdings Inc. - inactive

Freedom Motors Inc. (« Freedom »)

Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., LTD (« Savaria Huizhou »)

Savaria Lifts Ltd. (« Savaria Lifts »)

Savaria Sales, Installation and Service Inc. (anciennement Concord Elevator (London) Ltd.) (« Savaria Sales »)

Savaria USA Inc. (« Savaria USA »)

Van-Action (2005) Inc. (« Van-Action »)

Les soldes et les transactions intersociétés, ainsi que les ventes et coûts qui découlent de transactions intersociétés, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

B) Monnaie étrangère

i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective des entités de la société au cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date. Le profit ou la perte de change sur les éléments monétaires correspond à la différence entre le coût amorti en monnaie fonctionnelle au début de la période, ajusté en fonction du taux d'intérêt effectif et des paiements versés pendant la période, et le coût amorti en monnaie étrangère converti au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont reconvertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de conversion qui découlent de ces conversions sont comptabilisés dans le résultat net. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

ii) Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les ventes et les charges des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au cours de change moyen pour la période.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Les profits ou pertes de change découlant d'un élément monétaire qui est une créance à recevoir d'un établissement étranger ou une dette envers celui-ci, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement étranger, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

C) Instruments financiers

i) Actifs et passifs financiers non dérivés

La société classe ses instruments financiers par catégorie selon leur nature et leurs caractéristiques. La direction détermine la classification lors de la comptabilisation initiale qui est normalement au moment de l'achat.

Tous les produits et charges liés aux instruments financiers sont comptabilisés à même les produits financiers et les charges financières.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

C) Instruments financiers (suite)

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'il est classé comme étant détenu à des fins de transaction ou s'il est désigné comme tel au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si un dérivé incorporé modifie significativement la juste valeur du contrat hôte. Au moment de la comptabilisation initiale, les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées dans le résultat net. Cet élément incluait les placements à long terme dans les billets restructurés et l'option de règlement.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur. Les prêts et créances comprennent la trésorerie, les créances et autres débiteurs, et les prêts à long terme.

La trésorerie comprend le solde en banque et les avances bancaires utilisées à des fins de gestion de la trésorerie

Des comptes clients peuvent parfois être renégociés en prêts à long terme. Dans ces cas, la société exige des garanties et des garanties personnelles suffisantes pour couvrir le montant du prêt.

ii) Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La société renverse un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont libérées, annulées ou expirées.

La société détient les autres passifs financiers suivants : les emprunts bancaires, les fournisseurs et autres créditeurs et la dette à long terme.

iii) Instruments financiers dérivés, incluant la comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur; les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés dans le résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations sont comptabilisées tel que décrit ci-dessous.

La société détient des instruments financiers dérivés afin de se protéger contre les risques de fluctuations des devises étrangères et des taux d'intérêt.

Lors de l'établissement de la couverture, la société documente formellement la relation entre l'instrument et l'élément faisant l'objet de la couverture, incluant ses objectifs de gestion des risques et sa stratégie, ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La société évalue au début de la relation de couverture ainsi que sur une base continue s'il est prévu que les instruments de couverture seront « hautement efficaces » à compenser les variations dans les flux de trésorerie des éléments faisant l'objet de la couverture durant la période pour laquelle la couverture est désignée, et si le résultat réel de chaque couverture est dans une fourchette de 80 à 125 %. Pour une couverture de flux de trésorerie d'une transaction projetée, la probabilité que la transaction se produise doit être haute et il doit y avoir un risque que les variations de flux de trésorerie aient une incidence sur le résultat net présenté.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

C) Instruments financiers (suite)

Couverture de flux de trésorerie

Lorsqu'un dérivé est désigné comme l'instrument de couverture des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction hautement projetée qui pourrait avoir une incidence sur le résultat net, la partie efficace de la variation de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans les gains (pertes) latent(e)s sur les flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est renversé au résultat net dans la même période que les flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture, sous la même rubrique de l'état du résultat global que l'élément couvert. Toute partie non efficace de la variation de la juste valeur du dérivé est immédiatement comptabilisée dans les produits financiers ou charges financières dans le résultat net.

Si l'instrument de couverture ne respecte plus les critères de la comptabilité de couverture, expire ou est vendu, résilié, exercé, ou si la désignation est révoquée, la comptabilité de couverture est alors interrompue prospectivement. Le gain (perte) cumulatif(ve) comptabilisé(e) antérieurement dans les autres éléments du résultat global et présenté(e) dans les gains (pertes) latent(e)s sur les flux de trésorerie dans les capitaux propres demeure tel quel jusqu'à ce que la transaction projetée affecte le résultat net. Si la transaction n'est plus projetée, le solde dans les autres éléments du résultat global est alors immédiatement comptabilisé dans le résultat net.

Dérivés incorporés séparables

Les dérivés incorporés sont séparés du contrat hôte et comptabilisés séparément si: i) les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte, ii) un instrument distinct ayant les mêmes conditions que le dérivé incorporé rencontre la définition d'un dérivé, et iii) l'instrument combiné n'est pas mesuré à la juste valeur par le biais du résultat net.

La variation dans la juste valeur des dérivés incorporés séparables est comptabilisée immédiatement dans le résultat net.

iv) Évaluation de la juste valeur

Les mesures de la juste valeur reposent sur une hiérarchie d'évaluation à trois niveaux en fonction de la fiabilité des données utilisées pour l'évaluation à la juste valeur. Chaque niveau est basé sur la transparence des données utilisées pour mesurer la juste valeur des actifs et des passifs.

- Niveau 1 – Les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, incluant les données et les prix cotés sur les marchés qui ne sont pas considérés comme étant actifs;
- Niveau 3 – Les données qui ne sont pas fondées sur des données de marchés observables.

D) Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

Lorsque du capital-actions comptabilisé dans les capitaux propres est racheté, le montant de la contrepartie payée, qui inclut les coûts de transaction directement attribuables, déduction faite de l'incidence fiscale, est comptabilisé comme une réduction des capitaux propres.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

E) Immobilisations corporelles

i) Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif.

Lorsque des parties d'une immobilisation corporelle comportent des durées d'utilité différentes, chacune de ces parties est comptabilisée comme une composante distincte (composantes importantes) des immobilisations corporelles.

Les gains et pertes sur cession d'éléments d'immobilisations corporelles sont déterminés par la comparaison du produit de cession avec la valeur comptable de l'immobilisation, et sont comptabilisés comme autres produits (charges) du résultat net.

ii) Coûts subséquents

Le coût de remplacement d'une partie d'un élément d'immobilisations corporelles est comptabilisé dans la valeur comptable de l'élément s'il est probable que les avantages économiques futurs reliés à cette partie bénéficieront à la société, et que ses coûts peuvent être mesurés avec fiabilité. La valeur comptable de la partie remplacée est renversée. Les coûts quotidiens d'entretien des immobilisations corporelles sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

iii) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le montant amortissable, soit le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé au résultat net sur une base linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chaque partie d'un élément des immobilisations corporelles, étant donné que ceci reflète le mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procurés par l'actif. Les actifs loués sont amortis sur la période la plus courte entre le terme du bail de location et la durée probable de leur utilisation, à moins qu'il soit raisonnablement certain que la société en obtiendra la propriété avant la fin du terme du bail.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Bâtiment	35 ans
· Principales composantes reliées au bâtiment	4 à 26 ans
· Machinerie et équipement	5 à 15 ans
· Mobilier et agencement	5 à 10 ans
· Matériel roulant	5 à 10 ans
· Matériel informatique	3 à 5 ans
· Améliorations locatives	Durée des baux

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés chaque fin d'année et ajustés au besoin.

F) Goodwill et immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les marques de commerce, les listes de clients, les licences de distribution, les contrats de maintenance, les logiciels et les frais de développement différés.

i) Goodwill

Évaluation initiale

Le goodwill provenant d'un regroupement d'entreprises est initialement évalué comme étant la juste valeur de la contrepartie payée moins la valeur nette (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge, tous évalués à la date d'acquisition. Lorsque l'excédent est négatif, un profit sur acquisition à conditions avantageuses est reconnu immédiatement dans le résultat net.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

F) Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)

Mesure subséquente

Le goodwill est mesuré au coût moins le cumul des pertes de valeur. La société évalue périodiquement si une provision pour perte de valeur doit être comptabilisée contre le résultat net. Le goodwill n'est pas amorti, il est plutôt examiné pour perte de valeur sur une base annuelle, le 31 décembre, et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse permanente de sa valeur.

ii) Recherche et développement

Les frais associés à des activités de recherche effectuées dans le but d'accroître les connaissances techniques et leur compréhension sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

Le développement inclut les activités menant à la conception de produits ou de processus nouveaux ou substantiellement améliorés. Les frais de développement sont capitalisés seulement si ces frais peuvent être évalués de façon fiable, le produit ou les procédures sont techniquement et commercialement possibles, les avantages économiques futurs sont probables, et la société a l'intention et a les ressources suffisantes pour compléter le développement et utiliser ou vendre l'actif. Les coûts capitalisés incluent le coût des matériaux, la main-d'oeuvre directe et les frais généraux de fabrication qui sont directement attribuables à la préparation de l'actif pour son usage prévu. Tout autre coût de développement est comptabilisé au résultat net à mesure qu'il est engagé.

Les frais de développement capitalisés sont mesurés au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les crédits d'impôt à la recherche et au développement sont comptabilisés à l'encontre des frais de développement différés lorsqu'ils sont liés à ces frais différés. Tous les autres crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des frais auxquels ils se rapportent.

iii) Amortissement

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée de vie utile limitée sont mesurées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé sur le coût d'un actif, ou tout autre montant substitué au coût, diminué de sa valeur résiduelle.

L'amortissement est comptabilisé au résultat net sur une base linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations incorporelles à compter de la date à laquelle ils deviennent disponibles pour usage, étant donné que ceci reflète le mieux le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs procurés par l'actif. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

· Marques de commerce	5 ans
· Listes de clients	5 à 10 ans
· Licences de distribution	5 ans
· Contrats de maintenance	5 à 10 ans
· Baux à prix de faveur	Durée des baux
· Logiciels	5 ans
· Frais de développement différés	3 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés chaque fin d'année et ajustés au besoin.

G) Stocks

Les stocks sont mesurés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif, et comprend les coûts engagés pour acheter les matériaux, les coûts de production ou de conversion et les autres coûts engagés afin de les rendre disponibles dans la forme et à l'endroit approprié. En ce qui concerne le stock fabriqué et les travaux en cours, le coût inclut une portion appropriée des frais généraux de fabrication basée sur la capacité normale de production.

La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, moins le coût d'achèvement estimé et les frais de vente.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

H) Dépréciation

i) Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net sont passés en revue chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement s'est produit, après la comptabilisation initiale de l'actif, et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peuvent être estimés de façon fiable.

Une indication objective que les actifs financiers sont dépréciés peut inclure le défaut ou la défaillance d'un débiteur, la restructuration d'un montant dû à la société selon des conditions qu'elle n'accepterait pas autrement, des indications qu'un débiteur déclarera faillite, ou la disparition d'un marché actif pour un placement.

Prêts et créances

La société considère les évidences de dépréciation des créances tant sur une base individuelle que collective. Chaque créance significative est évaluée pour dépréciation sur une base individuelle. Les créances significatives qui ne sont pas évaluées comme étant dépréciées sur une base individuelle sont, par la suite, évaluées sur une base collective afin de déceler une dépréciation qui n'aurait pas encore été identifiée. Les créances qui ne sont pas significatives sur une base individuelle sont évaluées pour dépréciation sur une base collective en regroupant ensemble les créances ayant des caractéristiques similaires.

En évaluant la dépréciation collective, la société se sert des tendances historiques pour évaluer la probabilité de défaut, le moment des recouvrements et le montant des pertes encourues, ajustés pour tenir compte du jugement de la direction à savoir si les conditions économiques actuelles risquent de créer des pertes plus ou moins élevées que ce que suggèrent les tendances historiques.

Une perte de valeur en regard d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée comme étant la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle estimée des flux de trésorerie escomptés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées au résultat net et présentées dans un compte de provision à l'encontre de l'actif. L'intérêt sur l'actif déprécié continue à être comptabilisé par l'entremise du renversement de l'escompte. Lorsqu'un événement subséquent fait en sorte que la perte de valeur diminue, la diminution dans la dépréciation est renversée par le biais du résultat net.

ii) Actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la société, autres que les stocks et les actifs d'impôts différés, est révisée chaque date de clôture afin de déterminer s'il y a des indications de dépréciation. Si de telles indications existent, le montant recouvrable de l'actif est alors estimé. Pour le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie ou qui ne sont pas encore disponibles pour usage, le montant recouvrable est estimé au même moment chaque année, ou plus fréquemment s'il y a indication de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou UGT. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génèrent, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou UGT. Pour les fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT, ou au groupe d'UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe d'UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

H) Dépréciation (suite)

Les actifs corporatifs de la société ne génèrent pas d'entrée de flux de trésorerie distinctes et sont utilisés par plus d'une UGT. Les actifs corporatifs sont affectés aux UGT sur une base raisonnable et constante et évalués pour dépréciation à même l'évaluation des UGT dont l'actif est affecté.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat net. Les pertes de valeur en relation à une UGT sont réparties en premier lieu afin de réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT et, par la suite, afin de réduire la valeur comptable des autres actifs de l'UGT ou groupe d'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT.

Une perte de valeur à l'égard du goodwill n'est pas renversée. À l'égard des autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures sont évaluées chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après dépréciation ou amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

I) Avantages du personnel

i) Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi selon lequel une entité verse des cotisations fixes à une entité indépendante et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser d'autres montants. Les obligations en vertu de régimes à cotisations définies sont comptabilisées comme charges sociales au résultat net dans la période où les services ont été rendus par les employés.

ii) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel et aux administrateurs est comptabilisée comme charge au titre des avantages du personnel, avec augmentation correspondante des capitaux propres, au cours de la période où les membres du personnel et les administrateurs acquièrent les droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service et les conditions de performance, autres que des conditions de marché, soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance, autres que des conditions de marché, à la date d'acquisition des droits.

J) Provisions

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs estimés à l'aide d'un taux avant impôt qui reflètent les estimés actuels du marché de la valeur temps de l'argent et les risques qui sont spécifiques au passif. Le renversement de l'escompte est comptabilisé comme charge financière.

Une provision pour garantie est comptabilisée à mesure que les produits et services sont vendus. La provision est basée sur les données historiques liées aux garanties et la pondération des résultats possibles vis-à-vis leur probabilité respective.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

K) Ventes

i) Biens vendus

Le produit provenant de la vente de biens dans le cours normal des affaires est mesuré à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours, des escomptes sur ventes et des rabais de volume. Les ventes sont reconnues lorsqu'il y a une preuve convaincante, habituellement sous la forme d'un contrat de vente signé, que les risques significatifs et les avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, que le recouvrement de la contrepartie est probable, que les coûts afférents et les retours de marchandise peuvent être raisonnablement estimés, que l'entité ne continue plus à être impliquée dans la gestion des biens, et que le montant des ventes peut être mesuré de façon fiable. S'il est probable que des escomptes soient accordés et que le montant peut être mesuré de façon fiable, l'escompte est alors comptabilisé en diminution des ventes à mesure que les ventes sont constatées. Étant donné que la quasi-totalité des produits sont fabriqués sur commande, il n'y a généralement aucun retour de marchandise possible.

ii) Contrats d'installation et de maintenance

Les revenus provenant de contrats d'installation sont constatés selon le degré d'avancement des travaux sur la base des coûts d'installation engagés par rapport aux coûts prévus. Les revenus provenant des contrats de maintenance sont constatés sur une base linéaire selon l'avancement de la période du contrat. Les revenus non constatés sont comptabilisés comme produits reportés.

Lorsque plus d'un produit ou service est fourni à un client dans un même accord, la société répartit les revenus de chaque élément de l'accord en fonction de leur prix de vente respectif basé sur la meilleure estimation du prix de vente de la prestation. Chaque élément de l'accord est constaté tel que décrit ci-dessus.

L) Versements en vertu de contrats de location

Les versements en vertu de contrats de location-exploitation sont comptabilisés dans le résultat net sur une base linéaire sur le terme du bail. Les montants reçus comme incitatifs sont considérés comme faisant partie intégrante de la charge totale du bail, sur le terme du bail.

Les versements minimums exigibles en vertu de contrats de location-financement sont répartis entre les charges financières et la réduction de la dette afférente. Les charges financières sont affectées à toutes les périodes durant le terme du bail de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette.

M) Produits financiers et charges financières

Les produits financiers comprennent les revenus d'intérêt sur les placements, les gains de juste valeur sur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, et les gains sur la portion non efficace des instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le résultat net. Les revenus d'intérêt sont constatés à mesure qu'ils sont courus au résultat net, en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.

Les charges financières comprennent les charges d'intérêt sur les emprunts bancaires et la dette à long terme, les pertes de juste valeur sur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net, la dépréciation constatée sur les actifs financiers et les pertes sur la portion non efficace des instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le résultat net. Les frais d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à une acquisition, à une construction ou à une fabrication d'un actif qualifié sont comptabilisés au résultat net en utilisant la méthode de l'intérêt effectif.

Les gains et les pertes sur taux de change sont présentés nets comme produits financiers ou charges financières selon la position nette de la variation.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

N) Impôts

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat net comptable, ni le bénéfice imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporelles qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill.

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt que l'on s'attend à appliquer aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

O) Résultat par action

Le résultat net de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net dilué par action est obtenu en divisant le résultat net de base attribuable aux actions ordinaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du résultat net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

P) Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante de la société qui est engagée dans des activités commerciales par lesquelles elle peut rapporter des ventes et engager des charges, incluant des ventes et des charges liées à des transactions avec d'autres composantes de la société. Tous les résultats des secteurs opérationnels sont révisés régulièrement par le chef de la direction de la société afin de permettre la prise de décisions quant à l'affectation des ressources au secteur et l'évaluation de sa performance, et pour lequel des informations financières distinctes sont disponibles.

Les résultats sectoriels qui sont présentés au chef de la direction incluent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent lui être affectés sur une base raisonnable. Les montants non affectés comprennent principalement les actifs, incluant l'immeuble de la société, les passifs et les charges du siège social, telles que l'amortissement, les charges financières, les impôts et les autres charges corporatives.

La dépense en capital d'un secteur représente le coût total engagé durant la période pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

Q) Nouvelles normes comptables et interprétations

Les nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations suivantes ont été appliqués lors de la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2013. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

IFRS 10 - États financiers consolidés

Les dispositions de l'IFRS 10 remplacent celles de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. L'IAS 27 (2008) devient l'IAS 27 (2011), *États financiers individuels*, qui reprendra simplement les exigences comptables actuelles s'appliquant aux états financiers individuels.

L'IFRS 10 fournit un modèle unique à appliquer dans le cadre d'une analyse de contrôle de toutes les entités détenues, y compris les entités qui sont actuellement des entités ad hoc entrant dans le champ d'application de la SIC-12. En outre, les procédures de consolidation sont reprises de l'IAS 27 (2008) de façon quasi intégrale.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 fournit une source unique de directives sur l'évaluation à la juste valeur en remplaçant les directives sur l'évaluation à la juste valeur de diverses IFRS individuelles. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, c'est-à-dire un prix de sortie. La norme établit également un cadre d'évaluation de la juste valeur et expose les obligations d'information en la matière qui permettront aux utilisateurs des états financiers consolidés d'évaluer les méthodes et les données d'entrée utilisées pour effectuer les évaluations de la juste valeur et, dans le cas des évaluations de la juste valeur dans des situations susceptibles de se reproduire déterminées à l'aide de données d'entrée non observables importantes (niveau 3), l'effet de ces évaluations sur le résultat net ou sur les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 13 explique « comment » évaluer la juste valeur lorsque d'autres IFRS l'exigent ou le permettent. L'IFRS 13 ne met pas en place de nouvelles exigences d'évaluation d'actifs ou de passifs à la juste valeur, ni n'élimine les exceptions d'ordre pratique d'évaluation à la juste valeur qui sont actuellement en vigueur aux conditions de certaines normes.

Amendements de l'IAS 1 – Présentation des états financiers

Les amendements exigent d'une entité qu'elle présente les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net séparément de ceux qui ne seraient jamais reclassés dans le résultat net. En conséquence, une entité qui présente les autres éléments du résultat global avant effets d'impôt liés devra aussi répartir le montant total d'impôt entre ces deux catégories.

L'option existante de présenter le résultat net et les autres éléments du résultat global dans deux états demeure inchangée.

Amendements de l'IAS 19 – Avantages du personnel

Les amendements ont une incidence sur les indemnités de fin de contrat de travail, qui devraient maintenant être comptabilisées lorsque l'entité comptabilise les coûts de restructuration compris dans le champ d'application de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou, si cette date est antérieure, lorsque l'entité n'est plus en mesure de retirer l'offre d'indemnités de fin de contrat de travail.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

R) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, n'ont pas été appliqués lors de la préparation de ces états financiers consolidés.

IFRS 9 - Instruments financiers

En novembre 2009, le bureau international des normes comptables (l'« IASB ») a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, dite IFRS 9 (2009); par la suite, en octobre 2010, il a publié une version modifiée de cette norme, dite IFRS 9 (2010). En novembre 2013, l'IASB a publié de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, qui font partie de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (2013). La nouvelle norme élimine la date d'entrée en vigueur du 1^{er} janvier 2015 de l'IFRS 9. La nouvelle date d'entrée en vigueur obligatoire sera déterminée lorsque les parties de l'IFRS 9 qui concernent le classement et l'évaluation ainsi que la dépréciation seront terminées.

L'IFRS 9 (2009) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2009), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. L'IFRS 9 (2010) instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. L'IFRS 9 (2013) comprend de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2009), l'IFRS 9 (2010) et (ou) l'IFRS 9 (2013) dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2014. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (2013) n'a pas encore été déterminée .

Modifications de l'IAS 32 - Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

En décembre 2011, l'IASB a publié un document intitulé *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers*. Les modifications de l'IAS 32 s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014. Ces modifications doivent être appliquées de façon rétrospective.

Les modifications de l'IAS 32 précisent que l'entité a actuellement un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation, si ce droit :

- . ne dépend pas de la survenance d'un événement futur;
- . est exécutoire tant dans le cadre de l'activité normale qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'entité et de toutes ses contreparties.

Les modifications de l'IAS 32 précisent également quand un mécanisme de règlement mène à un règlement net ou à un règlement brut équivalent à un règlement net.

La société envisage d'adopter les modifications de l'IAS 32 dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2014. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Modifications de l'IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers

En mai 2013, l'IASB a publié le document *Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers* (modifications de l'IAS 36) pour annuler les dispositions de l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, exigeant involontairement de fournir des informations sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle un goodwill important ou des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été affectés. En vertu des modifications, des informations sur la valeur recouvrable doivent être fournies uniquement lorsqu'une perte de valeur est comptabilisée ou reprise.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

R) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

Les modifications s'appliquent de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014, mais l'adoption anticipée est recommandée pour éviter les exigences involontaires de divulgation occasionnées par la publication de l'IFRS 13.

La société a décidé d'adopter par anticipation les modifications dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2013 et ne fournira pas d'information supplémentaire sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle un goodwill important ou des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été affectés puisqu'aucune perte de valeur ou reprise n'a été comptabilisée.

Modifications de l'IAS 39 - *Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture*

En juin 2013, l'IASB a publié le document intitulé *Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture* (modifications de l'IAS 39). Les modifications s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014.

Les modifications ajoutent à l'IAS 39 une exception limitée à l'application des dispositions relatives à la cessation d'une relation de couverture existante lorsqu'une novation qui n'était pas prévue dans la documentation originale relative à la couverture répond à des critères spécifiques.

La société envisage d'adopter les modifications dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2014. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

IFRIC 21 - *Droits ou taxes*

En mai 2013, l'IASB a publié l'IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'IFRIC 21 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014 et doit être appliquée de façon rétrospective.

L'IFRIC 21 fournit des directives sur le traitement des droits ou des taxes conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie de trésorerie qui touche une entité et qui est imposée par les autorités publiques conformément à la loi. Elle note également que les droits ou les taxes ne découlent pas de contrats non (entièrement) exécutés ou d'autres accords contractuels. En outre, l'interprétation confirme qu'une entité comptabilise un passif au titre d'un droit ou d'une taxe seulement si l'événement déclencheur précisé dans les dispositions législatives pertinentes survient.

La société envisage d'adopter l'IFRIC 21 dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2014. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycles 2010-2012 et 2011-2013

En décembre 2013, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à un total de neuf normes. L'IASB utilise le processus d'améliorations annuelles en vue d'apporter des modifications non urgentes, mais nécessaires, aux IFRS. La plupart des modifications s'appliqueront de façon prospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2014. L'adoption anticipée est permise, auquel cas les modifications corrélatives apportées aux autres IFRS s'appliquent également.

3 . Principales méthodes comptables (suite)

R) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- la définition de « conditions d'acquisition » dans l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions* ;
- le classement et l'évaluation de la contrepartie éventuelle, et l'exclusion du champ d'application prévue à l'égard de la formation de partenariats dans l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* ;
- les informations à fournir sur le regroupement de secteurs opérationnels dans l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels* ;
- l'évaluation des créances et des dettes à court terme, et le champ d'application de l'exception relative aux portefeuilles dans l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* ;
- le retraitement du cumul des amortissements au moment de la réévaluation dans l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et dans l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* ;
- la définition de « partie liée » dans l'IAS 24, *Information relative aux parties liées* ; et
- les liens entre l'IFRS 3 et l'IAS 40 dans l'IAS 40, *Immeubles de placement*.

Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées pour les modifications apportées à l'IFRS 2, à l'IAS 16, à l'IAS 38 et à l'IAS 40.

La société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2015. La société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

4 . Trésorerie

	2013	2012
Soldes en banque	1 968 \$	5 218 \$
Emprunts bancaires utilisés à des fins de gestion de la trésorerie (note 12)	-	(3 225)
Trésorerie	1 968 \$	1 993 \$

Suite à la mise en place d'un processus de consolidation des comptes bancaires en dollars canadiens de la société mère et de ses filiales, les soldes débiteurs et créditeurs sont présentés nets dans la trésorerie.

5 . Créances et autres débiteurs

	2013	2012
Créances	11 471 \$	11 430 \$
Moins : provision pour mauvaises créances	(672)	(700)
	10 799 \$	10 730 \$
Taxes à la consommation à recevoir	775	593
Autres montants à recevoir	137	269
	11 711 \$	11 592 \$

Les risques de crédit et de taux de change et de perte de valeur liés aux créances et autres débiteurs auxquels la société est exposée sont divulgués à la note 25.

6 . Stocks

	2013	2012
Matières premières et sous-assemblages	11 609 \$	10 707 \$
Produits en cours	418	392
Produits finis	2 152	1 701
	14 179 \$	12 800 \$

En 2013, le montant des matières premières, des composantes de sous-assemblages et des variations dans les produits en cours et les produits finis constaté dans le coût des ventes a totalisé 48 200 000 \$ (44 815 000 \$ en 2012). En 2013, la dévaluation des stocks à la valeur de réalisation nette totalisait 158 000 \$ (80 000 \$ en 2012) et le renversement de dévaluations totalisait 114 000 \$ (29 000 \$ en 2012). Les dévaluations et les renversements sont inclus dans le coût des ventes.

Aux 31 décembre 2013 et 2012, tous les stocks ci-dessus étaient donnés en garantie de passifs.

7 . Prêts à long terme

	2013	2012
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt est de 213 000 \$ (200 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2013 est de 42 000 \$ (40 000 \$ US, 60 000 \$ US en 2012). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en dix versements annuels commençant en juin 2006.	42 \$	60 \$
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt est de 319 000 \$ (300 000 \$ US) dont 80 000 \$ (75 000 \$ US) proviennent de la conversion de débiteurs. Le solde du prêt au 31 décembre 2013 est de 50 000 \$ (47 000 \$ US, 120 000 \$ US en 2012). Le prêt ne porte pas intérêt si les objectifs de volume de vente sont atteints et est remboursable en douze versements mensuels de 5 000 \$ (5 000 \$ US) suivis de 36 versements mensuels de 7 000 \$ (7 000 \$ US) commençant en juillet 2010.	50	119
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt qui est de 45 000 \$ (42 000 \$ US) provient de la conversion de débiteurs. Le solde du prêt au 31 décembre 2013 est de 34 000 \$ (32 000 \$ US). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en douze versements mensuels de 4 000 \$ (4 000 \$ US) commençant en octobre 2013.	34	-
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située en Chine. Le montant initial du prêt est de 25 000 \$ (140 000 RMB). Le solde du prêt au 31 décembre 2013 est de 6 000 \$ (35 000 RMB, 70 000 RMB en 2012). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en quatre versements annuels commençant en décembre 2011.	6	11
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt qui était de 346 000 \$ (325 000 \$ US) provenait de la conversion de débiteurs. Le prêt portait intérêt au taux de 5 % et était remboursable en dix-huit versements mensuels de 20 000 \$ (19 000 \$ US) commençant en janvier 2012.	-	110
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant initial du prêt qui était de 208 000 \$ (196 000 \$ US) provenait de la conversion de débiteurs. Le prêt ne portait pas intérêt et était remboursable en six versements mensuels de 13 000 \$ (12 000 \$ US) suivis de quatre versements mensuels de 33 000 \$ (31 000 \$ US) commençant en janvier 2013.	-	195
Autres	57	40
	189 \$	535 \$

7 . Prêts à long terme (suite)

	2013	2012
Courant	111 \$	410 \$
Non courant	78	125
	189 \$	535 \$

8 . Immobilisations corporelles

	Coût					
	Solde au 1 ^{er} janvier	Acquisitions ⁽¹⁾	Cessions	Radiations	Incidence de la variation des taux de change	Solde au 31 décembre
2012						
Terrain	- \$	4 134 \$	- \$	- \$	- \$	4 134 \$
Bâtiment	-	6 165	-	-	-	6 165
Machinerie et équipement	3 662	396	(115)	-	(1)	3 942
Mobilier et agencement	441	46	(74)	-	-	413
Matériel roulant	658	123	(87)	-	-	694
Matériel informatique	479	11	-	-	-	490
Améliorations locatives	1 682	19	-	(1 488)	(1)	212
	6 922 \$	10 894 \$	(276) \$	(1 488) \$	(2) \$	16 050 \$
2013						
Terrain	4 134 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 134 \$
Bâtiment	6 165	124	-	-	-	6 289
Machinerie et équipement	3 942	644	(84)	-	20	4 522
Mobilier et agencement	413	26	(89)	-	2	352
Matériel roulant	694	194	(58)	-	4	834
Matériel informatique	490	104	(121)	-	4	477
Améliorations locatives	212	253	-	(107)	17	375
	16 050 \$	1 345 \$	(352) \$	(107) \$	47 \$	16 983 \$
	Amortissement					
	Solde au 1 ^{er} janvier	Charge d'amortissement	Cessions	Radiations	Incidence de la variation des taux de change	Solde au 31 décembre
2012						
Bâtiment	- \$	134 \$	- \$	- \$	- \$	134 \$
Machinerie et équipement	2 825	279	(102)	-	-	3 002
Mobilier et agencement	272	49	(68)	-	-	253
Matériel roulant	204	138	(54)	-	-	288
Matériel informatique	367	49	-	-	-	416
Améliorations locatives	1 513	140	-	(1 488)	-	165
	5 181 \$	789 \$	(224) \$	(1 488) \$	- \$	4 258 \$
2013						
Bâtiment	134 \$	283 \$	- \$	- \$	- \$	417
Machinerie et équipement	3 002	267	(80)	-	8	3 197
Mobilier et agencement	253	59	(89)	-	1	224
Matériel roulant	288	145	(44)	-	3	392
Matériel informatique	416	45	(121)	-	2	342
Améliorations locatives	165	32	-	(92)	4	109
	4 258 \$	831 \$	(334) \$	(92) \$	18 \$	4 681 \$

⁽¹⁾ Voir note 23 B) concernant les transactions non monétaires

8 . Immobilisations corporelles (suite)

	Valeur comptable au 31 décembre	
	2013	2012
Terrain	4 134 \$	4 134 \$
Bâtiment	5 872	6 031
Machinerie et équipement	1 325	940
Mobilier et agencement	128	160
Matériel roulant	442	406
Matériel informatique	135	74
Améliorations locatives	266	47
	12 302 \$	11 792 \$

Au 31 décembre 2013, la machinerie et l'équipement, le mobilier et les agencements et le matériel informatique incluent des actifs loués en vertu de contrats de location-financement ayant une valeur nette de 13 000 \$ (néant en 2012), de 66 000 \$ (67 000 \$ en 2012) et de 39 000 \$ (21 000 \$ en 2012), respectivement.

Amortissement

La charge d'amortissement est comptabilisée dans le coût des ventes, les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement.

9 . Goodwill

Test de dépréciation pour UGT comprenant du goodwill

Pour fins de test de dépréciation, le goodwill est affecté aux divisions opérationnelles de la société qui représentent les secteurs opérationnels de la société.

Les sommes des valeurs comptables du goodwill affecté à chaque unité sont comme suit :

	2013	2012
Accessibilité	3 435 \$	3 435 \$
Véhicules adaptés	616	616
	4 051 \$	4 051 \$

Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leurs valeurs d'utilité. Ils ont été déterminés comme étant plus élevés que leurs valeurs comptables.

Les valeurs d'utilité sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par les UGT. Les valeurs d'utilité en 2013 ont été déterminées d'une manière similaire à 2012. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 2 % (2 % en 2012), pour le secteur Accessibilité, et nul pour le secteur Véhicules adaptés;
- La croissance annuelle anticipée des ventes incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;
- Un taux d'escompte haut et bas avant impôt de 14 % et 12,6 % (12,1 % et 11 % en 2012) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte utilisé est basé sur l'expérience passée et la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 34 % à un taux d'intérêt du marché de 3,5 %;
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de l'accessibilité et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

10 . Immobilisations incorporelles

	Coût				Solde au 31 décembre
	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation ⁽¹⁾	Augmentation par le développement interne ⁽¹⁾	Radiations	
2012					
Marques de commerce	300 \$	- \$	- \$	- \$	300 \$
Listes de clients	1 821	-	-	-	1 821
Licences de distribution	322	-	-	-	322
Contrats de maintenance	870	-	-	-	870
Baux à prix de faveur	17	-	-	-	17
Logiciels	568	3	-	-	571
Frais de développement différés	1 028	-	90	(150)	968
	4 926 \$	3 \$	90 \$	(150) \$	4 869 \$
2013					
Marques de commerce	300 \$	- \$	- \$	- \$	300 \$
Listes de clients	1 821	-	-	-	1 821
Licences de distribution	322	-	-	-	322
Contrats de maintenance	870	-	-	-	870
Baux à prix de faveur	17	-	-	(17)	-
Logiciels	571	103	-	(7)	667
Frais de développement différés	968	-	203	-	1 171
	4 869 \$	103 \$	203 \$	(24) \$	5 151 \$
	Amortissement				Valeur comptable au 31 décembre
	Solde au 1 ^{er} janvier	Charge d'amortissement	Radiations	Solde au 31 décembre	
2012					
Marques de commerce	60 \$	60 \$	- \$	120 \$	180 \$
Listes de clients	838	269	-	1 107	714
Licences de distribution	102	64	-	166	156
Contrats de maintenance	158	87	-	245	625
Baux à prix de faveur	11	6	-	17	-
Logiciels	486	42	-	528	43
Frais de développement différés	474	224	(150)	548	420
	2 129 \$	752 \$	(150) \$	2 731 \$	2 138 \$
2013					
Marques de commerce	120 \$	60 \$	- \$	180 \$	120 \$
Listes de clients	1 107	270	-	1 377	444
Licences de distribution	166	65	-	231	91
Contrats de maintenance	245	87	-	332	538
Baux à prix de faveur	17	-	(17)	-	-
Logiciels	528	52	(7)	573	94
Frais de développement différés	548	231	-	779	392
	2 731 \$	765 \$	(24) \$	3 472 \$	1 679 \$

⁽¹⁾ Voir note 23 B) concernant les transactions non monétaires

Au 31 décembre 2013, les logiciels incluent des actifs loués en vertu de contrats de location-financement ayant une valeur nette de 32 000 \$ (néant en 2012).

Amortissement

La charge d'amortissement est comptabilisée dans le coût des ventes, les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement.

11 . Placements à long terme

	2013	2012
Billets restructurés (valeur nominale de 1 744 000 \$ au 31 décembre 2012)	- \$	1 401 \$
Option de règlement	-	64
	- \$	1 465 \$
Courant	- \$	636 \$
Non courant	-	829
	- \$	1 465 \$

En avril 2013, la société a exercé son option lui permettant de céder à son institution financière la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles en paiement de la tranche A de la dette afférente, et a également cédé ses billets VAC 2. Afin de régler le solde des deux dettes afférentes d'une valeur comptable de 1 817 000 \$, elle a de plus déboursé la somme de 274 000 \$. Il en a résulté un gain net, avant impôt sur le résultat, de 65 000 \$ qui a été constaté aux résultats à la rubrique Produits financiers au cours du deuxième trimestre de 2013.

12 . Emprunts bancaires

La société a une marge de crédit au montant de 5 000 000 \$. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %. Le montant maximal tiré sur la marge de crédit ne peut excéder la somme de 90 % de certains comptes qui bénéficient d'une subvention, 80 % de toutes les autres créances canadiennes, 65 % des créances US et 50 % des stocks de matières premières et de produits finis, déduction faite des créances fournisseurs de moins de 30 jours, jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$. Une description des garanties données pour l'ensemble du financement accordé par l'institution financière de la société est disponible à la note 25 E). Au 31 décembre 2013, la marge de crédit n'était pas utilisée (solde de 3 225 000 \$ au 31 décembre 2012).

13 . Fournisseurs et autres créditeurs

	2013	2012
Fournisseurs et charges à payer	6 069 \$	6 604 \$
Salaires et déductions à la source	974	492
Vacances à payer	348	409
Taxes à la consommation à payer	22	13
	7 413 \$	7 518 \$

Les risques de taux de change et de liquidité liés aux fournisseurs et autres créditeurs auxquels la société est exposée sont divulgués à la note 25.

14 . Dette à long terme

Cette note fournit de l'information sur les termes contractuels de la dette à long terme de la société, qui est mesurée au coût amorti. De plus amples informations sur les risques de taux d'intérêt, de change et de liquidité sont disponibles à la note 25.

	2013	2012
Passifs courants		
Partie courante de la dette à long terme	2 816 \$	3 589 \$
Partie courante des obligations en vertu de contrats de location	48	30
	2 864 \$	3 619 \$
Passifs non courants		
Dette à long terme	12 658 \$	15 425 \$
Obligations en vertu de contrats de location	73	39
	12 731 \$	15 464 \$

14 . Dette à long terme (suite)

Sommaire des ententes d'emprunts

	2013	2012
Emprunt d'un montant initial de 9 600 000 \$, portant intérêt au taux des acceptations bancaires ajusté au taux fixe pour cinq ans de 2,08 % selon un contrat de swap de taux d'intérêt. À ce taux est ajouté un frais d'estampillage de 1,5 %. Une description des garanties données pour l'ensemble du financement accordé par l'institution financière de la société est disponible à la note 25 E). Remboursable par versements mensuels de 53 000 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2027.	8 525 \$	9 162 \$
Emprunt d'un montant initial de 7 000 000 \$, portant intérêt au taux des acceptations bancaires ajusté au taux fixe pour cinq ans de 1,98 % selon un contrat de swap de taux d'intérêt. À ce taux est ajouté un frais d'estampillage de 1,5 %. Une description des garanties données pour l'ensemble du financement accordé par l'institution financière de la société est disponible à la note 25 E). Remboursable par versements mensuels de 83 000 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2019.	5 313	6 309
Emprunt d'un montant initial de 564 000 \$, portant intérêt au taux fixe de 4,11 % pour les premiers 36 mois. Une description des garanties données pour l'ensemble du financement accordé par l'institution financière de la société est disponible à la note 25 E). Remboursable par versements mensuels de 9 400 \$ plus intérêts, venant à échéance en juillet 2018.	501	-
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 2 378 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 2 035 000 \$, ne portant pas intérêt, avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable par un premier versement en février 2011 de 578 000 \$, suivi de trois versements annuels de 600 000 \$, venant à échéance en février 2014.	597	1 161
Billet à payer relatif à une acquisition d'entreprise d'un montant nominal de 421 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 395 000 \$, ne portant pas intérêt, avec un taux d'intérêt effectif de 6,5 %. Remboursable en un versement en août 2011 (note 30).	421	421
Emprunts au montant initial total de 233 000 \$, à des taux d'intérêt entre 0 % et 7,5 %. Remboursables par versements mensuels de 5 000 \$ jusqu'à avril 2015, de 4 000 \$ pour les mois de mai et juin 2015, de 3 000 \$ entre les mois de juillet 2015 et février 2016 et de 1 000 \$ entre les mois de mars 2016 et décembre 2017, incluant capital et intérêts, venant à échéance entre avril 2015 et décembre 2017.	116	166
Emprunts en vertu de contrats de location-financement pour un montant initial total de 127 000 \$, à des taux d'intérêt entre 9,5 % et 12,9 %. Remboursables par versements trimestriels de 8 000 \$ jusqu'en mars 2015, suivis d'un versement de 10 000 \$ en juin 2015, de 6 000 \$ en septembre 2015 et, par la suite, de versements trimestriels de 1 000 \$, capital et intérêts, venant à échéance en juin 2015, septembre 2015 et avril 2018. Aux termes des contrats, la société a l'option d'acquérir le matériel à la juste valeur marchande.	46	60
Emprunts en vertu de contrats de location-financement pour un montant initial total de 91 000 \$, à des taux d'intérêt entre 7,4 % et 11,3 %. Remboursables par versements mensuels de 2 000 \$ jusqu'en juillet 2016, 1 000 \$ entre août 2016 et février 2017, et 3 000 \$ en mars 2017, capital et intérêts, venant à échéance en juillet 2016, février 2017 et mars 2017. Les modalités des contrats incluent un droit d'acquérir le matériel à un prix de faveur de dix dollars et de 1 442 \$.	76	9
Emprunt d'un montant initial de 1 472 000 \$ US dont le solde était de 891 000 \$ US au 31 décembre 2012, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts étaient remboursables mensuellement et l'emprunt était garanti en partie par les billets restructurés ayant une valeur comptable de 572 000 \$. La société possédait l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de cet emprunt. Cette option a été exercée en avril 2013 (note 11).	-	887
Emprunt d'un montant initial de 1 514 000 \$ US dont le solde était de 912 000 \$ US au 31 décembre 2012, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts étaient remboursables mensuellement et l'emprunt était garanti en partie par les billets restructurés ayant une valeur comptable de 829 000 \$. La société possédait l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de cet emprunt. Cette option a été exercée en avril 2013 (note 11).	-	908
	15 595 \$	19 083 \$

14 . Dette à long terme (suite)

Les obligations en vertu de contrats de location-financement se détaillent comme suit :

	31 décembre 2013			31 décembre 2012		
	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimum	Versements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des versements minimum
Moins d'un an	60 \$	12 \$	48 \$	37 \$	7 \$	30 \$
Entre un et cinq ans	82	8	74	43	4	39
	142 \$	20 \$	122 \$	80 \$	11 \$	69 \$

15 . Provision pour garantie

	2013
Solde au 1 ^{er} janvier	819 \$
Provisions effectuées dans l'année	968
Provisions utilisées dans l'année	(787)
Solde au 31 décembre	1 000 \$
Courant	402 \$
Non courant	598
	1 000 \$

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trois (3) mois, douze (12) mois ou trente-six (36) mois selon le produit. La provision est basée sur des estimés fondés sur son expérience antérieure pour des produits et services similaires. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants comptabilisés.

16 . Capital et autres éléments des capitaux propres

A) Capital-actions

Actions autorisées

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participantes et sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Transactions au cours de l'exercice

En juillet 2013, le remboursement d'un prêt à long terme à un administrateur a donné lieu à une augmentation du capital-actions de 250 000 \$ et à une réduction du nombre d'options en circulation de 200 000 (voir note 31 A)).

Durant l'année 2013, outre l'émission d'actions décrite ci-dessus, la société a émis 307 500 actions ordinaires à un prix moyen de 1,01 \$ par action suite à l'exercice d'options d'achat d'actions. Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice de ces options d'achat d'actions était de 1,93 \$. Ces exercices ont donné lieu à une augmentation du capital-actions de 410 000 \$ et à une réduction du surplus d'apport de 98 000 \$.

De plus, la société a racheté 6 200 actions ordinaires (53 800 en 2012) à un prix moyen de 1,60 \$ (1,42 \$ en 2012) par action sous forme d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix payé sur la valeur aux livres des actions rachetées a été imputé aux résultats non distribués.

16 . Capital et autres éléments des capitaux propres (suite)

B) Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global comprend les éléments suivants :

Le compte cumulatif de conversion

Le compte cumulatif de conversion comprend toutes les variations de change provenant de la conversion des états financiers d'un établissement étranger.

Gains/pertes latent(e)s sur la couverture de flux de trésorerie

La provision de couverture comprend la partie efficace cumulative de la variation nette de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie liés à des transactions de couverture non échues encore.

C) Dividendes

Les dividendes suivants ont été déclarés et payés par la société :

Pour l'exercice clos le 31 décembre

	2013	2012
14 cents par action ordinaire qualifiée (9,4 cents en 2012)	3 258 \$	2 175 \$

17 . Ventes

	2013	2012
Vente de biens	70 145 \$	61 714 \$
Prestation de services	5 594	5 020
	75 739 \$	66 734 \$

18 . Avantages du personnel

	2013	2012
Gages et salaires	19 442 \$	17 536 \$
Avantages aux employés	2 443	2 394
Cotisations aux régimes à cotisations définies	95	89
Rémunération à base d'actions	36	45
	22 016 \$	20 064 \$

19 . Autres produits (charges)

	2013	2012
Gain suite à une contestation d'un avis de cotisation lié à la taxe de vente ⁽¹⁾	350 \$	- \$
Frais de déménagement liés au coût des ventes ⁽²⁾	-	(921)
Frais de déménagement liés aux frais d'administration ⁽²⁾	-	(95)
Autres	(11)	26
	339 \$	(990) \$

⁽¹⁾ L'avis de cotisation en question couvrait une période précédant l'acquisition d'une compagnie en 2005.

⁽²⁾ Frais de déménagement engagés suite au transfert des opérations de Brampton, Ontario dans un nouvel immeuble, au montant total de 1 016 000 \$.

20 . Produits financiers et charges financières

	Note	2013	2012
Revenus d'intérêts		16 \$	30 \$
Gain net de change		330	-
Variation de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement		-	86
Gain sur règlement de dette	11	275	-
Produits financiers		621 \$	116 \$
Variation de la juste valeur des billets restructurés	11	172 \$	- \$
Intérêts sur la dette à long terme		612	732
Dépense d'intérêts et frais de banque		127	96
Perte nette de change		-	69
Charges financières		911 \$	897 \$

21 . Impôts

	2013	2012
Charge d'impôt exigible		
Année courante	1 795 \$	575 \$
Charge (économie) d'impôt différé		
Création et renversement des écarts temporaires	125	(4)
Charge totale d'impôt sur le résultat	1 920 \$	571 \$

Impôt comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

	2013			2012		
	Avant impôt	Avantage (charge) d'impôt	Net d'impôt	Avant impôt	Avantage (charge) d'impôt	Net d'impôt
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(2 340) \$	589 \$	(1 751) \$	575 \$	(141) \$	434 \$
Gains sur contrats de change portés au résultat net au cours de l'année	(19)	5	(14)	(1 041)	263	(778)
Gains (pertes) net(te)s latent(e)s sur la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	145	-	145	(15)	-	(15)
	(2 214) \$	594 \$	(1 620) \$	(481) \$	122 \$	(359) \$

21 . Impôts (suite)

Rapprochement du taux d'impôt effectif

	2013		2012	
Résultat net		5 299 \$		1 578 \$
Charge d'impôt totale		1 920		571
Résultat avant impôt		7 219 \$		2 149 \$
Impôt en utilisant le taux d'impôt domestique de la société	25,2 %	1 819 \$	25,3 %	544 \$
Changement des estimés comptables	0,1 %	8	0,8 %	17
Impôt (avantage fiscal) non comptabilisé sur des pertes en capital relatif à une dévaluation de placements	0,5 %	37	(2,8) %	(61)
Incidence de différences de taux d'impôt avec d'autres juridictions	-	-	(0,2) %	(5)
Rémunération à base d'actions non déductible	0,1 %	9	0,5 %	11
Autres dépenses non déductibles	0,6 %	45	3,0 %	65
Autres	0,1 %	2	-	-
	26,6 %	1 920 \$	26,6 %	571 \$

Rapprochement de la variation du taux d'impôt applicable

	2013	2012
Taux applicable pour l'année précédente	25,3 %	26,8 %
Variation dans le taux applicable fédéral	-	(1,5) %
Variation dans les taux provinciaux liée à un changement dans la proportion des affaires entre l'Ontario et le Québec	(0,1) %	-
Taux applicable pour l'année courante	25,2 %	25,3 %

Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Un actif d'impôt différé n'a pas été reconnu pour les items suivants :

	2013	2012
Pertes autres qu'en capital reportées	1 080 \$	995 \$
Pertes en capital reportées	351 \$	57 \$

Les pertes autres qu'en capital, totalisant 1 080 000 \$ au niveau fédéral américain et 643 000 \$ au niveau des états américains, viennent à échéance entre 2014 et 2032. Les pertes en capital, totalisant 351 000 \$ au niveau fédéral canadien ainsi qu'au Québec, n'ont pas de date d'échéance.

Un actif d'impôt différé n'a pas été reconnu en relation à ces items étant donné qu'il n'est pas probable que la société puisse utiliser ces pertes.

21 . Impôts (suite)

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés comme suit :

	Actifs		Passifs		Nets	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Pertes reportées	987 \$	1 114 \$	- \$	- \$	987 \$	1 114 \$
Frais de développement différés	100	72	(80)	(75)	20	(3)
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	484	451	-	-	484	451
Immobilisations corporelles	32	94	(40)	(21)	(8)	73
Crédits d'impôt à l'investissement	54	26	(312)	(268)	(258)	(242)
Immobilisations incorporelles	82	87	(251)	(353)	(169)	(266)
Contrats de change et de swap de taux d'intérêt	573	78	-	-	573	78
Autres	188	178	(11)	(46)	177	132
Actifs d'impôt (passifs)	2 500 \$	2 100 \$	(694) \$	(763) \$	1 806 \$	1 337 \$
Compensation d'impôt	(540)	(614)	540	614	-	-
Actifs d'impôt net (passifs)	1 960 \$	1 486 \$	(154) \$	(149) \$	1 806 \$	1 337 \$

La société mère a entraîné des pertes dans l'année courante et est en position d'actifs nets d'impôt différé au montant de 826 000 \$ à la fin de l'année. La société considère qu'il est probable de réaliser ces actifs d'impôt différé.

Variation des actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés durant l'année

	Solde au 1 ^{er} janvier 2012	Comptabilisé à même le résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Solde au 31 décembre 2012
Pertes reportées	1 056 \$	58 \$	- \$	1 114 \$
Frais de développement différés	193	(196)	-	(3)
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	437	14	-	451
Immobilisations corporelles	63	10	-	73
Crédits d'impôt à l'investissement	(241)	(1)	-	(242)
Immobilisations incorporelles	(327)	61	-	(266)
Contrats de change et de swap de taux d'intérêt	(32)	(12)	122	78
Autres	62	70	-	132
	1 211 \$	4 \$	122 \$	1 337 \$
	Solde au 1 ^{er} janvier 2013	Comptabilisé à même le résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Solde au 31 décembre 2013
Pertes reportées	1 114 \$	(127) \$	- \$	987 \$
Frais de développement différés	(3)	23	-	20
Provisions non déductibles (incluant la garantie et les stocks)	451	33	-	484
Immobilisations corporelles	73	(81)	-	(8)
Crédits d'impôt à l'investissement	(242)	(16)	-	(258)
Immobilisations incorporelles	(266)	97	-	(169)
Contrats de change et de swap de taux d'intérêt	78	(99)	594	573
Autres	132	45	-	177
	1 337 \$	(125) \$	594 \$	1 806 \$

22 . Résultat par action

A) Résultat par action de base

Le calcul du résultat net par action de base au 31 décembre 2013 est basé sur un résultat net de 5 299 000 \$ (1 578 000 \$ en 2012), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 23 140 939 (22 898 122 en 2012) est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires

	2013	2012
Actions ordinaires émises au 1 ^{er} janvier	22 909 564	22 880 864
Effet de l'annulation d'actions suite à une offre publique de rachat	(4 667)	(28 575)
Effet des options d'achat d'actions exercées	236 042	45 833
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre	23 140 939	22 898 122

B) Résultat par action dilué

Le calcul du résultat net par action dilué au 31 décembre 2013 est basé sur un résultat net de 5 299 000 \$ (1 578 000 \$ en 2012), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour les effets potentiellement dilutifs de toutes les actions ordinaires, de 23 444 268 (23 116 051 en 2012) est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)

	2013	2012
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base	23 140 939	22 898 122
Effet des titres potentiellement dilutifs	303 329	217 929
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué au 31 décembre	23 444 268	23 116 051

Au 31 décembre 2013, aucune option (250 000 en 2012) n'a été exclue du calcul du nombre moyen pondéré d'actions dilué en raison de leur effet antidilutif.

La valeur moyenne du marché des actions de la société pour fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions est basée sur des prix cotés sur le marché pour la période durant laquelle les options étaient en circulation.

23 . Flux de trésorerie

A) Variation nette des éléments hors caisse liés aux opérations

	2013	2012
Créances et autres débiteurs	(163) \$	(2 665) \$
Créances de crédits d'impôt	(341)	(177)
Stocks	(1 446)	1 571
Charges payées d'avance	1	95
Fournisseurs et autres créditeurs	(105)	1 398
Produits différés	(478)	132
Provision pour garantie	181	64
	(2 351) \$	418 \$

23 . Flux de trésorerie (suite)

B) Transactions non monétaires

En 2013, les transactions non monétaires suivantes ont eu lieu: conversion d'une créance à recevoir en prêt à long terme au montant de 44 000 \$ (193 000 \$ en 2012), créance de crédits d'impôt appliquée contre des passifs d'impôts exigibles au montant de 914 000 \$ (432 000 \$ en 2012) et 116 000 \$ (85 000 \$ en 2012) contre les frais de développement différés, placement à long terme appliqué contre la dette à long terme au montant de 1 543 000 \$ (néant en 2012), conversion d'inventaire en immobilisations corporelles au montant de 67 000 \$ (néant en 2012), acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles par l'entremises de contrats de location-financement au montant de 64 000 \$ et 35 000 \$, respectivement,(néant en 2012) et renversement aux immobilisations corporelles d'un dépôt au montant de 125 000 \$ (néant en 2012).

24 . Paiements fondés sur des actions

La société a mis sur pied un régime d'option d'achat d'actions pour ses administrateurs, membres de la direction, employés et consultants, en vertu duquel le conseil d'administration peut leur attribuer des options leur permettant d'acquérir des actions de la société à un prix d'exercice établi par le conseil. Le prix d'exercice est le cours de clôture de l'action de la journée précédant l'attribution des options. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis sur une période variant entre un an et cinq ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les options exercées sont réglées en actions. Au 31 décembre 2013, 916 000 options pouvaient encore être octroyées par la société (1 216 000 au 31 décembre 2012).

La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

Exercice clos le 31 décembre	Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque ⁽¹⁾	Rendement en dividendes de l'action ⁽¹⁾	Volatilité prévue ⁽¹⁾	Durée prévue
2013	300 000	1,60 %	10,40 %	37 %	3 et 6 années
2012	125 000	1,16 %	6,56 %	40 %	3 années

⁽¹⁾ Moyenne pondérée

La juste valeur estimative des options attribuées en 2013 s'élève à 49 000 \$ (33 000 \$ en 2012). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 36 000 \$ (45 000 \$ en 2012) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été comptabilisé dans les frais d'administration et a été porté au crédit du surplus d'apport.

	2013		2012	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au 1 ^{er} janvier	1 063 750	\$ 1,19	1 425 000	\$ 1,14
Attribuées	300 000	1,63	125 000	1,59
Exercées	(507 500)	1,10	(82 500)	0,81
Échues	-	-	(260 000)	1,38
Renoncées	-	-	(143 750)	0,96
En circulation au 31 décembre	856 250	\$ 1,39	1 063 750	\$ 1,19
Pouvant être exercées au 31 décembre	572 916	\$ 1,29	792 916	\$ 1,20

24 . Paiements fondés sur des actions (suite)

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions en cours aux 31 décembre :

2013				2012			
Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées	Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées
	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante			Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	
0,90 \$	50 000	1,4	33 333	0,90 \$	50 000	2,4	16 666
0,95	200 000	0,6	200 000	0,95	417 500	1,6	284 167
1,17	50 000	0,2	50 000	1,10	27 500	0,1	27 500
1,41	6 250	0,2	6 250	1,17	100 000	0,7	83 333
1,50	200 000	3,7	75 000	1,25	200 000	4,4	200 000
1,55	25 000	2,9	8 333	1,30	12 500	0,2	12 500
1,59	50 000	2,1	25 000	1,41	6 250	1,2	6 250
1,60	100 000	1,2	100 000	1,55	25 000	3,9	-
1,65	75 000	0,2	75 000	1,59	50 000	3,1	12 500
1,90	100 000	5,6	-	1,60	100 000	2,2	75 000
-	-	-	-	1,65	75 000	1,2	75 000
0,90 \$ à 1,90 \$	856 250	2,1	572 916	0,90 \$ à 1,65 \$	1 063 750	2,2	792 916

25 . Instruments financiers

A) Gestion des risques financiers

Aperçu

La société est exposée aux risques suivants de par son utilisation d'instruments financiers :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque du marché

Cette note présente de l'information sur chacun des risques ci-dessus auxquels la société est exposée et la gestion du capital de la société.

Cadre de la gestion du risque

Le conseil d'administration a la responsabilité globale pour l'établissement et la surveillance du cadre de la gestion du risque de la société.

Les politiques de gestion du risque de la société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels la société fait face, d'établir des limites de risque et des contrôles appropriés, et de surveiller les risques et le respect des limites. Les politiques et systèmes de gestion du risque sont révisés régulièrement afin d'y refléter les changements dans les conditions du marché et dans les activités de la société.

Le comité d'audit de la société contrôle la manière dont la direction surveille le respect des politiques et procédures de gestion du risque, et s'assure que le cadre de gestion du risque est adéquat en relation avec les risques auxquels la société fait face.

B) Risque de crédit

La trésorerie et les instruments financiers dérivés sont détenus ou émis par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces instruments est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

25 . Instruments financiers (suite)

B) Risque de crédit (suite)

Les créances et autres débiteurs et les prêts à long terme sont portés à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances.

La société détient des garanties sur des actifs personnels comme caution sur les prêts à long terme.

Risque de crédit auquel la société est exposée

La valeur comptable des actifs financiers représente le risque de crédit maximal.

Le risque de crédit maximal pour les prêts et les créances, avant la provision pour mauvaises créances, à la date de clôture par secteur géographique, était de :

	2013	2012
Domestique	4 385 \$	5 272 \$
États-Unis	6 062	5 708
Autres régions	1 213	985
	11 660 \$	11 965 \$

Perte de valeur

L'âge des créances à la date de clôture était :

	2013		2012	
	Brut	Provision	Brut	Provision
Courant, 0-60 jours	8 146 \$	- \$	7 858 \$	- \$
Échu, 61-90 jours	1 334	60	1 310	55
Échu, plus de 90 jours	1 991	612	2 262	645
	11 471 \$	672 \$	11 430 \$	700 \$

La provision pour mauvaises créances a évolué comme suit durant l'exercice :

	2013	2012
Solde au 1 ^{er} janvier	700 \$	628 \$
Augmentation de la provision pour mauvaises créances	26	81
Radiation de montants à recevoir :		
Secteur accessibilité	(22)	(7)
Secteur véhicules adaptés	(32)	(2)
Solde au 31 décembre	672 \$	700 \$

Le compte de provision pour mauvaises créances est utilisé afin de comptabiliser la perte de valeur des créances à moins que la société détermine qu'il sera impossible de recouvrer la somme due; auquel cas, la perte est considérée comme étant non recouvrable et elle est radiée directement à l'encontre de l'actif.

25 . Instruments financiers (suite)

C) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau des liquidités de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs.

Au 31 décembre 2013, la société disposait d'un fonds de roulement de 14 749 000 \$ (14 550 000 \$ au 31 décembre 2012) et de facilités de crédit non utilisées de 5 000 000 \$ (1 775 000 \$ au 31 décembre 2012).

Les tableaux suivants résument les échéances contractuelles des passifs financiers, incluant les versements estimés d'intérêt et excluant l'effet des ententes de compensation.

	2013					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Fournisseurs et autres créditeurs	7 413 \$	7 413 \$	7 413 \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme, incluant la partie courante	15 595	17 689	3 266	4 237	3 870	6 316
	23 008 \$	25 102 \$	10 679 \$	4 237 \$	3 870 \$	6 316 \$
Passifs financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	2 100 \$	57 077 \$	19 236 \$	37 841 \$	- \$	- \$
Entrées de fonds	-	(54 850)	(18 180)	(36 670)	-	-
Contrats de swap de taux d'intérêt	159	169	112	71	(14)	-
	2 259 \$	2 396 \$	1 168 \$	1 242 \$	(14) \$	- \$
	2012					
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Fournisseurs et autres créditeurs	7 518 \$	7 518 \$	7 518 \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme, incluant la partie courante	19 083	21 590	4 065	5 605	3 789	8 131
	26 601 \$	29 108 \$	11 583 \$	5 605 \$	3 789 \$	8 131 \$
Passifs financiers dérivés						
Contrats de swap de taux d'intérêt	291 \$	297 \$	118 \$	147 \$	32 \$	- \$

D) Risques de marché

i) Risque de change

La société réalise approximativement 58 % (53 % en 2012) de ses ventes en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars américains et par l'utilisation de contrats de change à terme. Ces contrats obligent la société à vendre des dollars américains à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar américain, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines peut être couvert.

25 . Instruments financiers (suite)

D) Risques de marché (suite)

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 4 500 000 \$ pour couvrir ses risques de pertes potentielles sur les contrats de change, dont 3 300 000 \$ est garantie par Exportation et Développement Canada.

Le tableau ci-dessous résume les caractéristiques des contrats de change à terme au 31 décembre 2013 :

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en milliers de dollars US)
0 à 12 mois	Vente	1,0100	18 000 \$
12 à 24 mois	Vente	1,0407	18 000
24 à 36 mois	Vente	1,0551	17 000
		1,0349	53 000 \$

Au 31 décembre 2012, la société n'avait aucun engagement à vendre des devises étant donné qu'elle avait encaissé avant échéance les contrats dont elle disposait.

La juste valeur des instruments financiers dérivés, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, avant les impôts sur les résultats de 473 000 \$ (157 000 \$ au 31 décembre 2012), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2013	2012
Pertes non réalisées sur contrats de change à terme venant à échéance dans les douze prochains mois	(1 002) \$	- \$
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus dans les douze prochains mois	198	391
	(804) \$	391 \$
Pertes non réalisées sur contrats de change à terme venant à échéance après les douze prochains mois	(1 098) \$	- \$
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus après les douze prochains mois	31	229
	(1 067) \$	229 \$
	(1 871) \$	620 \$

Aux 31 décembre 2013 et 2012, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une augmentation des « Autres éléments du résultat global » de l'ordre de 415 000 \$ après impôt (incidence non significative en 2012). Une variation à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une diminution des « Autres éléments du résultat global » de l'ordre de 422 000 \$ après impôt (incidence non significative en 2012).

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

25 . Instruments financiers (suite)

D) Risques de marché (suite)

Incidence du risque de change lié au dollar américain sur les éléments monétaires libellés en dollars américains :

(en milliers de dollars US)

	2013	2012
Trésorerie	1 208 \$	5 160 \$
Créances et autres débiteurs	6 171	5 533
Prêts à long terme, incluant la partie courante	118	487
Fournisseurs et autres créditeurs	(938)	(670)
Dette à long terme, incluant la partie courante	-	(1 804)
Total des éléments monétaires libellés en dollars américains	6 559 \$	8 706 \$

Aux 31 décembre 2013 et 2012, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une diminution ou une augmentation des « Produits (charges) financiers(ères) » de l'ordre de 66 000 \$ (87 000 \$ au 31 décembre 2012), ou après impôt, de 49 000 \$ (65 000 \$ au 31 décembre 2012).

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle des prêts à long terme, des placements à long terme, des emprunts bancaires et des emprunts à long terme. Les placements et emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La société dispose d'une ligne de trésorerie au montant maximal de 610 000 \$ pour couvrir le risque de perte potentielle lors de la conversion de son taux d'intérêt variable sur les dettes à long terme de 9 600 000 \$ et de 7 000 000 \$ à un taux fixe.

En avril 2012, la société a conclu des opérations d'échange de taux d'intérêt.

Valeur nominale initiale	Taux d'intérêt fixe	Date d'échéance
7 000 \$	1,98 %	13 avril 2017
9 600 \$	2,08 %	13 avril 2017

Ces instruments dérivés ont été désignés comme couverture aux fins comptables. Au 31 décembre 2013, la société détient des contrats de swap de taux d'intérêt pour un montant nominal de 13 838 000 \$ (15 741 000 \$ au 31 décembre 2012), soit un montant équivalent au solde de la dette à long terme faisant l'objet de la couverture.

La juste valeur des instruments financiers, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, avant les impôts sur les résultats de 43 000 \$ (78 000 \$ au 31 décembre 2012), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2013	2012
Pertes non réalisées sur contrats de swap de taux d'intérêt applicables à la partie courante de la dette à long terme	111 \$	117 \$
Pertes non réalisées sur contrats de swap de taux d'intérêt applicables à la partie non courante de la dette à long terme	48	174
	159 \$	291 \$

25 . Instruments financiers (suite)

D) Risques de marché (suite)

Incidence sur le résultat net du risque de taux d'intérêt sur les éléments monétaires à taux d'intérêt variables :

	2013	2012
Emprunts bancaires	- \$	3 225 \$
Dette à long terme, incluant la partie courante et excluant la dette faisant l'objet de contrats de swap de taux d'intérêt	-	1 795
Total des éléments monétaires à taux d'intérêt variables	- \$	5 020 \$

Aux 31 décembre 2013 et 2012, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse de 100 points de base du taux préférentiel n'aurait pas d'effet significatif sur le résultat net et aurait comme incidence une augmentation des « Autres éléments du résultat global » de l'ordre de 264 000 \$ (363 000 \$ en 2012) après impôt. Une variation à la baisse de 100 points de base du taux préférentiel n'aurait pas d'effet significatif sur le résultat net et aurait comme incidence une diminution des « Autres éléments du résultat global » de l'ordre de 265 000 \$ (379 000 \$ en 2012) après impôt.

iii) Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et avoir une incidence sur les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque.

La société n'utilise pas de produit dérivé lié au prix des matières.

Juste valeur versus valeur comptable

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, incluant leur niveau dans la hiérarchie d'évaluation de la juste valeur. Ils n'incluent pas l'information sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers présentés au coût amorti lorsque la valeur comptable de ceux-ci représente une approximation raisonnable de la juste valeur.

	2013				
	Valeur comptable	Juste valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs présentés au coût amorti					
Trésorerie	1 968 \$				
Créances et autres débiteurs	10 936				
Prêts à long terme	189	- \$	182 \$	- \$	182 \$
	13 093 \$				
Passifs présentés à la juste valeur					
Contrats de change à terme	(2 100) \$	-	(2 100)	-	(2 100)
Contrats de swap de taux d'intérêt	(159)	-	(159)	-	(159)
	(2 259) \$				
Passifs présentés au coût amorti					
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 391) \$				
Dette à long terme	(15 595)	-	(15 592)	-	(15 592)
	(22 986) \$				

25 . Instruments financiers (suite)

D) Risques de marché (suite)

	2012				
	Valeur comptable	Juste valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs présentés à la juste valeur					
Placements à long terme dans des billets restructurés	1 401 \$	- \$	- \$	1 401 \$	1 401 \$
Option de règlement	64	-	-	64	64
	1 465 \$				
Actifs présentés au coût amorti					
Trésorerie	1 993 \$				
Créances et autres débiteurs	10 999				
Prêts à long terme	535	-	535	-	535
	13 527 \$				
Passifs présentés à la juste valeur					
Contrats de swap de taux d'intérêt	(291) \$	-	(291)	-	(291)
	(291) \$				
Passifs présentés au coût amorti					
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 498) \$				
Dette à long terme	(19 083)	-	(19 083)	-	(19 083)
	(26 581) \$				

La base pour la détermination de la juste valeur est divulguée à la note 27.

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, le rapprochement des éléments évalués à une juste valeur à partir de données non observables (niveau 3) était celui-ci :

	Placements à long terme dans les billets restructurés	Option de règlement
Solde au 1 ^{er} janvier 2012	1 282 \$	181 \$
Variation de la juste valeur des billets restructurés	220	(87)
Variation dans les taux de conversion des devises étrangères	(22)	2
Incidence sur la valeur de l'option de règlement de la disposition de billets restructurés	-	(32)
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme	5	-
Total des gains (pertes) comptabilisé(e)s comme « Produits (charges) financiers(ères) »	203	(117)
Disposition des billets restructurés	(84)	-
Solde au 31 décembre 2012	1 401 \$	64 \$
Variation de la juste valeur des billets restructurés	(202) \$	- \$
Variation dans les taux de conversion des devises étrangères	29	-
Charges financières capitalisées sur la dette à long terme	1	-
Total des gains (pertes) comptabilisé(e)s comme « Produits (charges) financiers(ères) »	(172)	-
Disposition des billets restructurés	(1 229)	(64)
Solde au 31 décembre 2013	- \$	- \$

25 . Instruments financiers (suite)

E) Gestion du capital

La société définit les composantes de sa structure de capital comme étant les dettes à long terme et les emprunts bancaires moins la trésorerie et les placements à long terme, plus les capitaux propres.

	2013	2012
Trésorerie	(1 968) \$	(1 993) \$
Placements à long terme, incluant la partie courante	-	(1 465)
Dettes à long terme, incluant la partie courante	15 595	19 083
Capitaux propres	13 627 \$	15 625 \$
Total de la structure de capital	20 233	19 224
	33 860 \$	34 849 \$

La politique du conseil d'administration est de maintenir une solide assise financière afin de maintenir la confiance des investisseurs, des créiteurs et du marché et de soutenir le développement futur de l'entreprise. La direction surveille le rendement sur le capital, qui est défini par la société comme étant le résultat des activités opérationnelles divisé par les capitaux propres. La direction surveille aussi le niveau de dividendes aux actionnaires ordinaires.

La société utilise un processus de consolidation des comptes bancaires en dollars canadiens pour optimiser les besoins et excédents de liquidités de la société mère et de ses filiales. Tant que le solde net de ses comptes demeure positif, aucun intérêt n'est exigible. Ce processus est administré par l'institution financière de la société.

La société surveille le capital basé sur plusieurs ratios financiers et indicateurs de performance non financiers.

La société doit respecter des conditions imposées par diverses ententes bancaires et s'assure qu'elles soient respectées lorsqu'il se doit. Elle a respecté toutes les conditions imposées par ses prêteurs tout au long de l'année.

De plus, la société a donné les actifs suivants comme garantie sur ces diverses ententes bancaires : une hypothèque mobilière de premier rang de 50 000 000 \$ sur l'universalité des biens meubles de la société et de ses filiales, une garantie selon l'article 427 de la *Loi sur les banques* sur les inventaires, une hypothèque mobilière de premier rang de 9 700 000 \$ grèvant un immeuble de la société ainsi qu'un cautionnement solidaire de 50 000 000 \$ couvrant toutes les filiales de la société.

De temps à autre, la société rachète ses propres actions; le moment de ces achats dépend du prix du marché des actions.

Il n'y a pas eu de changement durant l'année dans l'approche du groupe en gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont assujetties à des exigences externes en matière de capital.

26 . Engagements

À titre de locataire

Les contrats de location-exploitation sans possibilité d'annulation sont payables comme suit :

	2013	2012
Moins d'un an	987 \$	780 \$
Entre un et cinq ans	1 645	1 421
Plus de cinq ans	58	1
	2 690 \$	2 202 \$

26 . Engagements (suite)

La société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement. Les baux sur les immeubles ont des durées restantes de 26 à 65 mois, et la plupart de ceux-ci ont une option de renouvellement à la fin du bail.

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2013, un montant de 344 000 \$ est comptabilisé dans le coût des ventes et un montant de 474 000 \$ est comptabilisé dans les charges opérationnelles en relation avec les contrats de location-exploitation (520 000 \$ et 456 000 \$ en 2012).

27 . Détermination des justes valeurs

Plusieurs des méthodes comptables et de divulgation de la société exigent la détermination de la juste valeur, tant pour ce qui est des actifs et passifs financiers que des actifs et passifs non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées aux fins d'évaluation et (ou) des informations à fournir selon les méthodes exposées ci-après. S'il y a lieu, des informations supplémentaires concernant les hypothèses posées dans la détermination de la juste valeur sont fournies dans les notes portant sur l'actif ou le passif concerné.

A) Immobilisations corporelles

La juste valeur des immobilisations corporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur la valeur marchande. La juste valeur des éléments d'équipement, mobilier et agencement, matériel roulant, matériel informatique et améliorations locatives est basée sur une approche fondée sur le marché et sur le coût utilisant les prix du marché pour des éléments similaires, lorsque disponible, et un coût de remplacement, lorsque approprié.

B) Immobilisations incorporelles

La juste valeur des marques de commerce acquises lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur un estimé escompté des paiements de redevances qui ont été évités par le fait que la société possède les marques de commerce. La juste valeur des listes de clients acquises lors d'un regroupement d'entreprises est déterminée en utilisant la méthode de l'excédent du résultat multi-période, par laquelle l'actif en question est évalué après y avoir déduit un rendement raisonnable sur tous les autres actifs qui participent dans la création des flux de trésorerie y afférents.

La juste valeur des autres immobilisations incorporelles est basée sur les flux de trésorerie escomptés prévus provenant de l'utilisation et la vente éventuelle des actifs.

C) Stocks

La juste valeur des stocks acquis lors d'un regroupement d'entreprises est basée sur le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires moins les coûts d'achèvement et de vente estimés, et une marge de profit raisonnable basée sur l'effort requis pour acheter et vendre les stocks.

D) Créances et autres débiteurs

La juste valeur des créances et autres débiteurs est estimée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, escomptés en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date de clôture. Cette juste valeur est déterminée pour fins de divulgation.

E) Dérivés

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt est estimée en escomptant la différence entre le taux d'intérêt du contrat de swap et les taux du marché sur la valeur des emprunts.

La juste valeur reflète le risque de crédit de l'instrument et inclut un ajustement afin de tenir compte du risque de crédit de l'entité de la société et de la contrepartie lorsque approprié.

27 . Détermination des justes valeurs (suite)

F) Passifs financiers non dérivés

La juste valeur, qui est déterminée pour fins de divulgation, est calculée sur la valeur actualisée des sorties de fonds en capital et intérêts, escomptées au taux du marché à la date de clôture.

G) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur des options d'achat d'actions est mesurée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes. Les données de mesures incluent la valeur de l'action à la date de la mesure, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité prévue (basée sur la moyenne pondérée historique de volatilité, ajustée pour des variations prévues dues à de l'information à laquelle le public a accès), la moyenne pondérée de la durée de vie de l'instrument (basée sur l'expérience passée et le comportement général du détenteur des options), les dividendes prévus et le taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor).

28 . Subventions gouvernementales

Au cours de l'exercice 2013, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et développement expérimental s'élevant à 341 000 \$ (320 000 \$ en 2012). De ce montant, 196 000 \$ n'a pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales.

La société a également comptabilisé des crédits d'impôt pour apprentis de 161 000 \$ (142 000 \$ en 2012) qui n'ont pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales.

Ces crédits ont été comptabilisés comme suit :

	2013	2012
Diminution des frais de développement différés	116 \$	85 \$
Diminution du coût des ventes	167	145
Diminution des frais d'administration	3	5
Diminution des frais de recherche et développement	216	227
	502 \$	462 \$

29 . Secteurs opérationnels

Information sur les secteurs opérationnels

La société est structurée selon deux secteurs opérationnels, le premier étant celui de la fabrication et de la distribution d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité) et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes à mobilité restreinte (Véhicules adaptés).

	2013			2012		
	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total	Accessibilité	Véhicules adaptés	Total
Ventes externes	62 203 \$	13 536 \$	75 739 \$	52 488 \$	14 246 \$	66 734 \$
Résultat avant impôt et montants non affectés	8 038 \$	1 739 \$	9 777 \$	3 932 \$	1 071 \$	5 003 \$
Actifs des secteurs	32 011 \$	6 268 \$	38 279 \$	28 631 \$	7 439 \$	36 070 \$
Passifs des secteurs	9 436 \$	1 007 \$	10 443 \$	9 671 \$	1 283 \$	10 954 \$
Dépenses en capital	1 242 \$	234 \$	1 476 \$	777 \$	16 \$	793 \$

29 . Secteurs opérationnels (suite)

Rapprochement des secteurs opérationnels et des soldes consolidés

	2013	2012
Résultat avant impôt		
Résultat total des secteurs, avant impôt et montants non affectés	9 777 \$	5 003 \$
Montants non affectés :		
Amortissement	(1 597)	(1 541)
Charges financières nettes	(547)	(585)
Autres charges du siège social ⁽¹⁾	(414)	(728)
Résultat avant impôt	7 219 \$	2 149 \$
Actifs		
Total des actifs des secteurs	38 279 \$	36 070 \$
Montants non affectés ⁽²⁾	10 734	13 310
Total des actifs consolidés	49 013 \$	49 380 \$
Passifs		
Total des passifs des secteurs	10 443 \$	10 954 \$
Montants non affectés ⁽²⁾	18 337	19 202
Total des passifs consolidés	28 780 \$	30 156 \$
Dépenses en capital		
Total des dépenses en capital des secteurs	1 476 \$	793 \$
Montants non affectés ⁽³⁾	-	10 279
Total des dépenses en capital consolidées	1 476 \$	11 072 \$

⁽¹⁾ Salaires, honoraires et autres charges corporatives non inclus dans les résultats des secteurs

⁽²⁾ Actifs et passifs corporatifs non inclus dans les actifs et passifs des secteurs

⁽³⁾ Dépenses en capital par la société mère reliées à l'acquisition d'un immeuble non inclus dans les dépenses en capital des secteurs

Information géographique

	Ventes		Actifs non courants	
	2013	2012	2013	2012
Domestique	29 333 \$	30 329 \$	19 682 \$	20 734 \$
États-Unis	38 590	29 407	12	12
Autres régions	7 816	6 998	419	178
	75 739 \$	66 734 \$	20 113 \$	20 924 \$

Les ventes sont affectées aux régions géographiques selon la destination des produits expédiés.

30 . Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

La société a reçu une réclamation en relation avec le paiement du billet à payer lié à l'acquisition de Freedom ainsi qu'une somme liée au contrat d'emploi de l'ancien actionnaire de cette compagnie. La société a émis une demande reconventionnelle en relation à cette même transaction. Le dénouement de ces réclamations ne peut être déterminé à cette date.

31 . Parties liées

Transactions avec les principaux dirigeants

A) Prêt à un administrateur

Le 25 juillet 2013, la société a encaissé une somme de 257 000 \$ représentant le remboursement d'un prêt à long terme à un administrateur de 250 000 \$ plus les intérêts de 7 000 \$. Le prêt avait été accordé en 2007 suite à l'exercice d'options d'achat d'actions. Ce remboursement a donné lieu à une augmentation du capital-actions de 250 000 \$ et à une réduction du nombre d'options en circulation de 200 000.

B) Rémunération des principaux dirigeants

	2013	2012
Avantages du personnel à court terme	825 \$	545 \$
Paiements fondés sur des actions	139	45
	964 \$	590 \$

C) Transactions avec les principaux dirigeants

Les administrateurs de la société contrôlent 60,2 % des actions avec droit de vote de la société.

La société a comptabilisé un montant de 50 000 \$ (41 000 \$ en 2012) pour des services comptables et fiscaux rendus par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. De ce montant, 19 000 \$ était comptabilisé comme fournisseurs et autres créditeurs à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 (15 000 \$ au 31 décembre 2012).

La société a signé un bail avec une entité appartenant à un administrateur et le président et chef de la direction de la société. Selon les modalités de ce bail, un montant de 4 000 \$ a été versé à cette compagnie en 2013 (néant en 2012). Le bail vient à échéance en octobre 2016 et le total de l'engagement restant est de 71 000 \$.

Les conditions rattachées à ces ententes reflètent les conditions du marché.

32 . Évènement subséquent

Le 12 mars 2014, le Conseil d'administration de la société a déclaré un dividende de 13 cents (0,13 \$) par action ordinaire payable le 7 avril 2014 aux actionnaires inscrits aux registres de la société à la fermeture des bureaux le 24 mars 2014.